

Point de Presse du Conseil d'Etat

8 mai 2013

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	4
Félicitations adressées à M. Enrico Letta, nouveau président du Conseil des ministres italien	4
Genève-Confédération	5
World Radio Switzerland : éclaircissements demandés	5
OGM : non à un assouplissement de la réglementation en vigueur	5
Genève	7
Reprise de la procédure disciplinaire ouverte à l'encontre de M. Rémy Pagani, maire de la Ville de Genève.....	7
Un pas supplémentaire est franchi en faveur de la biodiversité	7
Un nouveau foyer de jour pour personnes âgées.....	8
Approbation des comptes 2012 de l'Hospice général.....	8
Aides financières accordées à diverses entités pour l'année 2013	9
Investissements des groupements intercommunaux : aligner l'amortissement sur la durée de vie du bien immobilier	9
Vernier : modification du règlement du Conseil municipal.....	10
Aboutissement d'un référendum dans la commune de Bernex	10
Nominations.....	11
Office cantonal de l'inspection et des relations du travail : nouvelle directrice générale.....	11
Agenda des invitations à la presse	12

Genève internationale

Félicitations adressées à M. Enrico Letta, nouveau président du Conseil des ministres italien

Par l'intermédiaire du Consulat général d'Italie à Genève, le Conseil d'Etat a exprimé ses chaleureuses félicitations à M. Enrico Letta pour son élection à la présidence du Conseil des ministres italien.

Le gouvernement genevois lui a adressé à cet égard ses meilleurs vœux de succès dans cette importante fonction à la tête de l'Italie, à un moment où les défis auxquels sont confrontés les pays membres de l'Union européenne sont de taille. Les autorités genevoises sont convaincues que les bonnes relations qui ont toujours existé entre l'Italie et Genève se poursuivront sous le mandat de M. Letta.

Genève-Confédération

World Radio Switzerland : éclaircissements demandés

Le Conseil d'Etat a écrit au Conseil fédéral après que celui-ci a libéré la SSR de l'obligation de diffuser des programmes radio en anglais dès fin août 2013. Cette annonce semble devoir mettre un terme à dix-sept ans de programmes radio anglophones sur les ondes FM à Genève. Le Conseil d'Etat indique dans son courrier qu'il aurait souhaité être formellement consulté avant qu'un tel choix soit fait. Il demande des éclaircissements sur les raisons de la décision du Conseil fédéral, sur la nature des programmes de la société privée qui pourrait reprendre la station, sur le maintien éventuel d'une diffusion par les ondes FM et sur le sort des employés actuels de WRS.

Le Conseil d'Etat reste convaincu que la Suisse, compte tenu de sa vocation internationale, a besoin d'une radio anglophone de qualité contribuant à l'intégration des expatriés qu'elle accueille. A l'heure où il s'agit de consolider le soutien des autorités hôtes aux organisations internationales installées en Suisse, la décision prise par le Conseil fédéral apparaît particulièrement malvenue.

Le Conseil d'Etat saisit cette occasion pour saluer le travail de l'équipe actuelle de WRS et l'assurer de sa sympathie en cette période difficile.

Pour toute information complémentaire : M. Cédric Alber, chef de cabinet, DS, ☎ 022 327 91 01.

OGM : non à un assouplissement de la réglementation en vigueur

Dans sa réponse à une consultation des départements fédéraux de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) et de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR), le Conseil d'Etat indique qu'il n'est pas favorable à un assouplissement de la réglementation sur l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'agriculture à l'expiration du moratoire, récemment prolongé par les Chambres fédérales jusqu'à fin 2017.

Suite à l'acceptation de l'initiative « Stop OGM » en 2005, un moratoire de cinq ans a été instauré en Suisse sur l'utilisation de plantes transgéniques par l'agriculture. Ce moratoire, prolongé une première fois pour une durée de trois ans, vient d'être reconduit jusqu'en 2017. Parallèlement au moratoire et dans le but d'apporter un maximum d'éléments scientifiques au débat, un [programme national de recherches \(PNR59\), intitulé « Utilité et risques de la dissémination de plantes génétiquement modifiées »](#), a été initié en 2005. Son rapport de synthèse final, présenté en août 2012, n'a certes identifié aucun risque significatif pour la santé ou l'environnement. Les travaux ont néanmoins également conclu que l'utilité des plantes génétiquement modifiées pour l'agriculture et les consommateurs suisses était quasi nulle.

Désireux de tenir compte des conclusions du PNR59, mais conscient du scepticisme de la population et de la nécessité de garantir le libre choix des producteurs et des consommateurs, le Conseil fédéral propose l'instauration d'un régime de coexistence entre OGM et cultures conventionnelles dans l'agriculture. Il ouvre également la possibilité d'instaurer, à certaines conditions, des « régions avec agriculture exempte d'OGM ».

Le Conseil d'Etat estime qu'un assouplissement de la réglementation sur l'utilisation d'OGM dans l'agriculture à l'expiration du moratoire est inapproprié, à l'heure où les agriculteurs et le parlement défendent une agriculture misant sur des critères de qualité, et que les consommateurs cherchent à renforcer la traçabilité et l'étiquetage des produits.

Par ailleurs, la mise en place d'un dispositif visant à protéger les cultures conventionnelles des mélanges indésirables et des disséminations non contrôlées d'OGM va induire des contraintes et des coûts considérables pour les filières de production et exiger des tâches de contrôle importantes de la part des autorités. Il est probable que cela ait pour effet de renchérir les produits suisses.

Si la levée du moratoire devait néanmoins être décrétée, Genève devrait veiller à ce que les règles pour la reconnaissance et la détermination des régions sans OGM lui donnent la possibilité de déclarer l'intégralité du territoire cantonal exempt d'OGM. Il conviendrait aussi de lever l'exigence selon laquelle une surface équitable du territoire cantonal, estimée à 400 hectares au moins, reste accessible à la culture d'OGM.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Delabays, adjoint scientifique, direction générale de l'agriculture, DIME, ☎ 022 388 71 71.

Reprise de la procédure disciplinaire ouverte à l'encontre de M. Rémy Pagani, maire de la Ville de Genève

Le Conseil d'Etat a repris la procédure disciplinaire ouverte à l'encontre de M. Rémy Pagani, maire de la Ville de Genève.

La reprise de la procédure fait suite à la réception par le Conseil d'Etat de l'[arrêt de la Chambre administrative de la Cour de justice du 27 mars 2013](#) rejetant le recours interjeté le 14 décembre 2012 par la Ville de Genève et M. Pagani contre l'[arrêté du Conseil d'Etat du 12 décembre 2012](#) (voir également [communiqué du Conseil d'Etat du 17 janvier 2013](#)).

A cet effet, le Conseil d'Etat a nommé une délégation chargée d'instruire ladite enquête et de lui soumettre des propositions d'actions après avoir entendu l'intéressé.

Pour toute information complémentaire : M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat, en contactant Mme Teresa Skibinska, DIP, ☎ 546 69 35 ou 079 503 77 99.

Un pas supplémentaire est franchi en faveur de la biodiversité

Le Conseil d'Etat a adopté le règlement d'application de la [loi sur la biodiversité](#), entrée en vigueur le 10 novembre 2012.

Ce règlement d'application précise le programme d'actions « Nature en ville », qui vise à organiser et à mettre en œuvre des mesures en faveur de la nature en milieu urbain, ainsi que celui relatif aux continuums et corridors biologiques. Il fixe les modalités de la coordination de l'information et de la sensibilisation. Enfin, il explicite le financement du Fonds pour la biodiversité, ainsi que son rôle, et précise également le soutien aux projets et actions dans le cadre de la solidarité internationale.

Le règlement stipule également que l'administration cantonale – la direction générale de la nature et du paysage (DGNP) – assistée de la commission consultative de la diversité biologique, aura pour tâche d'élaborer une stratégie cantonale de la biodiversité. Un plan d'action est également en cours élaboration au niveau fédéral.

La mise en œuvre de la loi sur la biodiversité s'effectuera donc en coordination avec les communes, les milieux agricoles et les associations de protection de la nature, ainsi qu'avec les structures du groupement local de coopération transfrontalière (GLCT) du Grand Genève, le bureau de la solidarité internationale et le département de l'instruction publique, de la culture et du sport.

Pour toute information complémentaire : M. Gilles Mulhauser, directeur général de la nature et du paysage, DIME, ☎ 022 388 55 61.

Un nouveau foyer de jour pour personnes âgées

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la loi accordant des indemnités et des aides financières de fonctionnement à des institutions de maintien, d'aide et de soins à domicile pour les années 2012 à 2015 en vue de permettre l'ouverture, le 1^{er} septembre 2013, d'un nouveau foyer de jour pour personnes âgées.

Ce neuvième foyer de jour, La Seymaz, ouvrira ses portes à Chêne-Bougeries. Cette augmentation de l'offre en foyers de jour répond à la volonté du Conseil d'Etat, telle qu'exprimée en octobre 2012 dans son [rapport divers 952](#), de permettre aux personnes âgées en perte d'autonomie de rester à domicile aussi longtemps que possible dans des conditions adéquates.

Les foyers sont des structures intermédiaires au sens de la [loi sur le réseau de soins et le maintien à domicile, du 26 juin 2008 \(LSDom\)](#) qui assurent un accueil de courte durée pour des personnes en perte d'autonomie partielle ou provisoire. Ils offrent ainsi un répit momentané à leur famille et à leurs proches, tout en permettant à leurs bénéficiaires de continuer à vivre à domicile.

En 2012, près de 25'000 journées en foyer ont été offertes à des personnes en perte d'autonomie. Avec l'ouverture du foyer La Seymaz, ce sont 3000 journées supplémentaires qui sont attendues à l'horizon 2014.

Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES, ☎ 022 456 00 04.

Approbation des comptes 2012 de l'Hospice général

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2012 de l'Hospice général. L'exercice aboutit à un résultat d'exploitation positif de 0,1 million de francs sur un total de charges de 381,9 millions de francs. Les prestations versées aux usagers se montent à 257,9 millions de francs, alors que les charges de fonctionnement, conformes au budget, représentent 124 millions de francs.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Christophe Bretton, directeur général de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.

Aides financières accordées à diverses entités pour l'année 2013

Le Conseil d'Etat a accordé, pour l'année 2013, des aides financières à diverses entités subventionnées de façon régulière par le département de l'instruction publique, de la culture et du sport, œuvrant dans le domaine culturel, de la formation continue, de la recherche académique et de l'enfance :

- à Saint-Gervais Genève, Fondation pour les arts de la scène et les expressions culturelles pluridisciplinaires, un montant de 192'500 francs ;
- à l'Association Grütli productions, un montant de 199'250 francs ;
- à l'Institut national genevois, un montant de 115'272 francs ;
- aux Rencontres internationales de Genève, un montant de 62'680 francs ;
- à Culture et Rencontre, un montant de 105'000 francs ;
- à Ecole et quartier Versoix, un montant de 67'000 francs ;
- à la Fondation pour la justice sociale dans l'éducation « Pour l'Avenir », un montant de 20'582 francs ;
- au Centre intercantonal d'information sur les croyances (CIC), un montant de 166'617 francs.
Le CIC bénéficie également de la mise à disposition gratuite de ses locaux par l'Etat de Genève, représentant une aide financière non monétaire de 20'000 francs ;
- à l'Université du 3^{ème} âge, un montant de 68'263 francs ;
- à la Fondation Hardt pour l'étude de l'Antiquité classique, un montant de 39'204 francs ;
- à l'Association mondiale pour l'école instrument de paix, un montant de 32'177 francs ;
- au Centre de consultation pour les victimes d'abus sexuels (CTAS), un montant de 29'403 francs ;
- au Groupement genevois des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA), un montant de 131'676 francs ;
- au Groupe de liaison genevois des associations de jeunesse (GLAJ-GE), un montant de 127'413 francs ;
- aux Unions chrétiennes de Genève (UCG), un montant de 88'209 francs ;
- à l'association Espace adoption, un montant de 59'103 francs ;
- à l'Association genevoise des familles d'accueil avec hébergement (AGFAH), un montant de 28'713 francs.

Pour toute information complémentaire : M. Aldo Maffia, direction des finances, DIP, ☎ 022 546 86 01.

Investissements des groupements intercommunaux : aligner l'amortissement sur la durée de vie du bien immobilier

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes (RAC) portant sur la durée d'amortissement des subventions d'investissement.

Ces dernières années, certaines communes ont créé des groupements intercommunaux auxquels elles ont versé des participations pour la construction de bâtiments dont le groupement, sur décision des communes, détient la propriété. Cette situation engendrait un risque de double amortissement (au niveau du groupement, qui doit amortir son actif, et au niveau des communes, qui doivent amortir leur participation).

Afin d'éviter ce double amortissement, le règlement prévoit désormais de considérer ces participations comme des subventions d'investissements versées par les communes au groupement pour la construction de biens immobiliers.

Cette modification du RAC permet d'aligner l'amortissement des subventions d'investissement sur la durée de vie du bien subventionné.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Vernier : modification du règlement du Conseil municipal



Le Conseil d'Etat a validé la [délibération du Conseil municipal de la commune de Vernier du 5 mars 2013, modifiant plusieurs articles de son règlement](#).

Les nouvelles dispositions portent sur l'élection des membres du bureau et sur le maintien de l'ordre au cours des séances du Conseil municipal, ainsi que les mesures et sanctions disciplinaires pouvant être prises à l'encontre des conseillers municipaux.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Aboutissement d'un référendum dans la commune de Bernex

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement du référendum « contre la [délibération du Conseil municipal de la commune de Bernex du 19 février 2013](#), donnant son accord à un indice d'utilisation du sol de 0,89 au sens du règlement de construction du village de Lully pour le projet de construction d'un quartier durable sis sur les parcelles n° 4903 et 4904 fe 24 de la commune de Bernex au chemin de la Pesse et de déroger pour ce même projet à l'exigence d'un plan d'aménagement et un complément préalable apporté au plan directeur, telle qu'énoncée à l'art. 18 du règlement de construction du village de Lully ».



La vérification des signatures déposées à l'appui de cette demande de référendum a donné les résultats suivants :

- signatures déposées : 1237
- signatures contrôlées : 1058
- signatures validées : 1006

Le nombre de 1000 signatures valables requis par la [constitution](#) (art. 59, al. 1, let. c) pour faire aboutir le référendum est ainsi atteint.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté.

La date de la votation communale à Bernex sur cet objet sera fixée par arrêté ultérieurement.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 09.

Nominations

Office cantonal de l'inspection et des relations du travail : nouvelle directrice générale

Le Conseil d'Etat a nommé, ce jour, Mme **Christina Stoll** à la fonction de directrice générale de l'[office cantonal de l'inspection et des relations du travail \(OCIRT\)](#). Elle prendra ses fonctions le 1^{er} juin 2013.

Anicienne vice-présidente de la communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) et co-secrétaire générale du syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT), Mme Stoll a siégé à ce titre au Conseil de surveillance du marché de l'emploi (CSME) et à la commission des mesures d'accompagnement (CMA).

Mme Stoll a ensuite occupé de juin 2011 à ce jour la fonction de directrice du service de l'inspection du travail auprès de l'OCIRT, tout en assumant depuis janvier 2013, à la pleine et entière satisfaction de sa hiérarchie, la fonction de directrice générale par intérim dudit office, suite au départ de M. Bruno Giovanola, nommé secrétaire général du département de la sécurité.

Sa hauteur de vue, son sens de l'écoute et ses talents de négociation, de même que l'expérience et la crédibilité acquises par Mme Stoll tout au long de son parcours professionnel ont été largement confirmés dans le cadre de son activité au service de l'OCIRT. Ils lui valent ainsi le respect et l'estime de l'ensemble des partenaires sociaux et seront d'une aide précieuse dans le cadre de l'accomplissement de sa nouvelle mission.



Pour toute information complémentaire : Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat, en contactant M. Laurent Paoliello, secrétaire général adjoint chargé de communication, DSE, ☎ 022 327 92 04 ou 079 935 86 75.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
13 mai 14h00	Lancement de MonDossierMedical.ch, le système de dossier médical partagé en ligne sur le canton de Genève	Salle d'accueil des HUG Entrée principale 4, rue Gabrielle-Perret-Gentil 1205 Genève.	DARES	Marie de Coulon ☎ 022 546 88 14
14 mai 11h00	« INTER 13 » – Exercice transfrontalier entre partenaires civils et militaires et signature d'une convention avec le Préfet de la Région Rhône-Alpes	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DS	Caroline Widmer ☎ 022 327 92 16
16 mai 11h30	Inauguration de la balade viticole et présentation du nouveau millésime	Espace rural Route de la Côte-d'Or 1247 Anières	DIME DARES	Sonia Salina (DIME) ☎ 022 546 76 16 ou 078 6 41 84 20